

MSBQ | MANUFACTURIERS DE STRUCTURES
DE BOIS DU QUÉBEC



Plateforme électorale 2026
Élections provinciales du 5 octobre

BÂTIR PLUS. BÂTIR MIEUX. BÂTIR QUÉBÉCOIS.

L'industrie québécoise de la préfabrication en bois

Le Québec doit relever simultanément plusieurs défis : construire davantage de logements, accroître sa productivité, répondre à la rareté de main-d'œuvre, moderniser son économie et générer davantage de retombées à partir de ses propres ressources. Pour y arriver, il n'est pas nécessaire de repartir de zéro.

Une partie de la solution existe déjà, partout au Québec.

Avec 55 usines réparties dans toutes les régions du Québec, près de 3 000 emplois manufacturiers et une capacité de production d'environ 30 000 portes par année, l'industrie québécoise de la préfabrication en bois contribue déjà directement à notre capacité de construire.

Les membres des Manufacturiers de structures de bois du Québec (MSBQ) fabriquent notamment des murs préfabriqués, des fermes de toit et des poutrelles de plancher qui entrent dans la construction de près de 67 % des logements résidentiels et multirésidentiels construits au Québec.

Produire en usine permet de réaliser certaines étapes de construction parallèlement aux travaux effectués sur le chantier, d'améliorer la prévisibilité, d'optimiser l'utilisation de la main-d'œuvre, de réduire les pertes de matériaux et de limiter l'impact des conditions météorologiques sur les échéanciers.

Pourtant, cette capacité industrielle demeure encore trop peu considérée dans les réflexions entourant l'habitation et la construction.

À l'occasion des élections provinciales de 2026, le MSBQ propose **cinq priorités pour permettre au Québec de mieux utiliser une force qu'il possède déjà.**

1

Miser d'abord sur ce que le Québec sait déjà faire

Reconnaître et prioriser toute l'industrie de la préfabrication

Lorsqu'il est question de préfabrication, le débat public se concentre encore trop souvent sur la construction modulaire. Le modulaire fait partie du préfabriqué. Il ne représente toutefois pas à lui seul l'ensemble de l'industrie.

Chaque jour, des entreprises québécoises fabriquent en usine les murs, fermes de toit, poutrelles de plancher et autres composantes structurales qui se retrouvent ensuite sur les chantiers partout au Québec. Cette distinction est fondamentale.

Pour augmenter rapidement l'offre de logements, le Québec doit pouvoir compter sur l'ensemble de sa capacité industrielle existante et intégrer celle-ci beaucoup plus tôt dans ses stratégies d'habitation.

Avant de chercher uniquement à développer de nouvelles capacités, nous devons mieux connaître, mobiliser et soutenir celles que nous possédons déjà.

Nos demandes

- 1** Reconnaître officiellement la préfabrication en bois comme un levier stratégique de la politique québécoise d'habitation et de construction.
- 2** Intégrer le MSBQ en amont des politiques, programmes et stratégies gouvernementales en habitation, notamment lors de l'élaboration des objectifs de construction.
- 3** Cartographier et mesurer la capacité industrielle québécoise existante en préfabrication afin que les décisions gouvernementales tiennent compte de la capacité réelle de production des entreprises d'ici.
- 4** S'assurer que les programmes gouvernementaux consacrés aux méthodes de construction modernes reconnaissent toutes les formes de préfabrication, et non uniquement la construction modulaire.
- 5** Mettre en place un dialogue permanent entre le gouvernement et le MSBQ afin d'arrimer les objectifs de construction à la capacité industrielle disponible.

Simplifier les processus pour accélérer les projets

On ne peut demander à l'industrie de construire plus rapidement tout en maintenant des processus qui ralentissent la réalisation des projets. Les manufacturiers investissent pour gagner en efficacité. Ils automatisent leurs procédés, modernisent leurs équipements et améliorent continuellement leurs méthodes de production.

Mais la productivité d'une usine ne peut, à elle seule, compenser des mois d'attente avant qu'un projet puisse avancer. L'effort de productivité doit donc dépasser les portes de nos usines. Le MSBQ ne demande pas de réduire les exigences de qualité, de sécurité ou de conformité. Elles sont essentielles.

Nous demandons plutôt que chaque étape administrative soit évaluée selon une question simple : contribue-t-elle réellement à la qualité du projet ou ajoute-t-elle un délai sans valeur ajoutée?

Dans un contexte où le Québec souhaite accélérer la construction, les processus gouvernementaux doivent évoluer au même rythme que les ambitions gouvernementales.

Nos demandes

- 1** Lancer une table ou un comité gouvernemental partenarial dans lequel le MSBQ sera présent, afin de simplifier les processus réglementaires et administratifs spécifiquement consacrés à l'habitation et à la construction.
- 2** Réduire les délais d'autorisation, d'approbation et de décision qui retardent inutilement le démarrage ou la réalisation des projets.
- 3** Favoriser une plus grande harmonisation des exigences et la standardisation de certains modèles et paramètres de conception, afin de réduire les dédoublements, faciliter la répétabilité des projets et accélérer leur réalisation.
- 4** Instaurer un réflexe « coûts-délais-logements » dans l'élaboration de toute nouvelle réglementation touchant la construction, afin d'en mesurer les effets sur le coût final, les échéanciers et la capacité de livrer des logements.
- 5** Simplifier l'accès aux programmes gouvernementaux et accélérer les décisions de financement afin que les entreprises consacrent davantage de ressources à produire et à investir plutôt qu'à administrer.

Une politique de main-d'œuvre et d'immigration adaptée aux régions

L'automatisation ne remplacera pas le besoin de travailleurs.

Dans plusieurs régions, les manufacturiers ont multiplié les efforts de recrutement local sans parvenir à pourvoir tous leurs postes. La rareté de main-d'œuvre devient alors une limite directe à la capacité de production.

Lorsqu'une usine manque de travailleurs, les chaînes de production ralentissent. Les structures sont livrées plus tard. Les échéanciers des entrepreneurs sont affectés. Ultimement, notre capacité collective de construire est elle aussi ralentie.

Les travailleurs étrangers temporaires occupent aujourd'hui une place importante dans plusieurs entreprises. Certains vivent au Québec depuis plusieurs années. Ils travaillent, parlent français, ont été formés par leur employeur, ont établi leur famille en région et participent à la vie de leur communauté. Les perdre après avoir investi dans leur intégration n'est avantageux ni pour les entreprises, ni pour les régions, ni pour le Québec.

L'immigration économique doit donc aussi devenir un outil de développement régional et de stabilité de notre capacité industrielle.

Nos demandes

- 1 Adapter les politiques québécoises d'immigration économique aux besoins documentés de main-d'œuvre des secteurs manufacturiers directement liés à la construction de logements.
- 2 Prioriser l'accès à la résidence permanente des travailleurs étrangers déjà établis en région, occupant un emploi stable et démontrant une intégration durable au Québec.
- 3 Mettre en place des mesures transitoires permettant de protéger les travailleurs déjà établis et formés lorsque des modifications aux seuils ou aux programmes d'immigration surviennent.
- 4 Reconnaître davantage les réalités particulières des régions dans la planification de l'immigration et de la main-d'œuvre, plutôt que d'appliquer uniformément les mêmes paramètres partout au Québec.
- 5 Mieux arrimer immigration, formation professionnelle, développement régional et besoins de main-d'œuvre des entreprises, afin d'offrir une réponse cohérente aux secteurs en pénurie structurelle.

Faire du bois et du savoir-faire québécois un véritable levier économique

Chaque dollar public investi dans un bâtiment peut générer bien plus qu'une infrastructure.

Il peut soutenir des emplois en région, moderniser une usine, favoriser la transformation d'une ressource d'ici, développer une expertise exportable et générer des retombées économiques qui demeurent au Québec.

Le Québec possède une ressource exceptionnelle : le bois.

Il possède également les entreprises capables de lui donner une valeur ajoutée avant même son arrivée sur le chantier. Les investissements gouvernementaux en habitation, en écoles, en infrastructures communautaires et dans les bâtiments publics doivent devenir une vitrine de cette capacité.

Lorsque le Québec investit pour construire, il doit regarder davantage ce qu'il peut fabriquer ici.

Nos demandes

- 1** Accroître l'utilisation du bois québécois et des composantes structurales préfabriquées en bois dans les projets financés ou réalisés par le gouvernement.
- 2** Intégrer davantage la valeur économique québécoise et les retombées régionales dans les critères d'évaluation des projets publics.
- 3** Faire des bâtiments gouvernementaux une vitrine de l'innovation, de la préfabrication et du savoir-faire québécois en construction bois.
- 4** Intégrer davantage les solutions préfabriquées en bois dès la conception et la planification des projets publics, afin que leur potentiel en matière de rapidité, de productivité et d'efficacité puisse être pleinement exploité.
- 5** Se doter de cibles concrètes pour accroître la présence du bois et des solutions préfabriquées en bois dans les projets gouvernementaux, notamment en habitation et dans les bâtiments institutionnels.

Faire de la modernisation de nos usines une priorité économique

La réponse à la rareté de main-d'œuvre passe aussi par la productivité. L'industrie québécoise de la préfabrication investit déjà dans l'automatisation, la robotisation et la modernisation de ses procédés.

Produire davantage avec les mêmes ressources, réduire les pertes, améliorer la précision, augmenter la capacité de production : chaque gain réalisé dans une usine québécoise peut éventuellement devenir un gain sur un chantier. Mais moderniser une usine nécessite des investissements importants et une vision à long terme.

Dans un contexte où le Québec cherche simultanément à augmenter sa productivité et sa capacité de construction, soutenir les investissements de cette industrie constitue un choix économique stratégique.

Il faut également regarder au-delà de la seule production actuelle. Nos entreprises possèdent une expertise qui peut être développée, commercialisée et exportée davantage.

Nos demandes

- 1** Reconnaître l'industrie de la préfabrication en bois comme un secteur stratégique dans les politiques québécoises de productivité et d'innovation manufacturière.
- 2** Bonifier et simplifier les mesures soutenant l'automatisation, la robotisation, la numérisation et l'acquisition d'équipements permettant d'accroître la capacité de production.
- 3** Soutenir les projets d'expansion et de modernisation des usines québécoises lorsque ceux-ci permettent d'accroître la capacité de production destinée à l'habitation et à la construction.
- 4** Adapter les programmes d'aide et de financement aux réalités des PME manufacturières régionales, notamment en simplifiant les critères, les démarches et les délais de décision.
- 5** Réunir les professionnels du bâtiment, les donneurs d'ouvrage et l'industrie de la préfabrication autour d'un chantier commun sur la productivité, afin d'identifier ensemble les meilleures pratiques de conception et de construction permettant de tirer pleinement profit de la préfabrication et d'accélérer la réalisation des projets.

Une industrie déjà prête à bâtir le Québec de demain

Le prochain gouvernement devra construire davantage mais il devra aussi faire des choix sur la façon de construire, les entreprises qu'il souhaite faire grandir, les emplois qu'il veut maintenir en région et les ressources québécoises qu'il souhaite valoriser.

Pour les Manufacturiers de structures de bois du Québec, ces objectifs ne doivent pas être traités séparément.

Habitation • Productivité • Main-d'œuvre • Développement régional • Transformation du bois

La préfabrication se trouve au croisement de ces priorités.

Le Québec dispose déjà des usines, des travailleurs, de l'expertise et d'une capacité de production importante.

Notre demande au prochain gouvernement est donc simple :

**Avant de chercher ailleurs une solution à nos défis de construction,
commençons par miser pleinement sur celle que
nous avons déjà bâtie ici.**